

lidaridad Obrero) mais surveillera l'envoi d'armes.

Dès cette époque, le Poum, la C.N.T., concevront l'aide du prolétariat international comme une pression sur leurs gouvernements pour obtenir « des avions pour l'Espagne ». Ces avions, ces tanks, viendront de la Russie, quand la militarisation sera appliquée et que les ouvriers espagnols seront mis dans l'impossibilité d'échapper au massacre de Franco. Nous examinerons d'ailleurs cela plus loin.

Le 1er septembre, Monsieur Nin, lors d'un meeting du Poum, défendra la thèse que « notre révolution est plus profonde que celle faite par la Russie en 1917 ». Peut-être la raison en sera-t-elle qu'en Espagne on appellera les masses à faire la révolution sans jeter par terre l'Etat capitaliste ? Pour lui, l'originalité de la révolution espagnole consistera en ce que la dictature du prolétariat sera exercée par tous les partis et organisations syndicales (y compris les partis de la gauche bourgeoise de Monsieur Companys). Mais le 1er septembre, alors que l'on entrait dans la phase de la chute d'Irun, les journaux de Barcelone et la « Batalla » en premier lieu, lançaient le cri d'allégresse : « La chute de Huesca est imminente ». Demain l'on criera : « nous sommes dans les premières rues de Huesca », mais les jours et les semaines se passeront sans résultats et, finalement, l'on chuchotera que le commandant en chef des forces gouvernementales, Villalba, est un traître et que c'est de sa faute..., etc... Le 2, le Poum « approfondira » la révolution en liquidant son organisation syndicale dans l'U.G.T. (1) sous prétexte d'injecter un vaccin révolutionnaire à cette dernière.

Mais la défaite d'Irun sera bientôt connue avec la trahison d'éléments du Front Populaire. Dans la « Batalla », la « Soli », se déclenchera une campagne contre ceux qui, comme Prieto, voudraient réaliser un compromis avec les fascistes.

Que s'est-il passé à Badajoz, que se passe-t-il à Saint-Sébastien ? demandera le Poum. Et il répondra lui-même en disant : il faut un gouvernement ouvrier.

La C. N. T. et les socialo-centristes de Barcelone réagiront à l'aventure de Majorque, à la trahison de Badajoz et Irun

(1) Union Générale des Travailleurs (réformistes).

en déclenchant une forte campagne pour le commandement unique des milices, la centralisation de celles-ci. Mais, à ce moment, l'attention des masses sera reportée vers Huesca, car l'on dira partout : « l'encerclement de Huesca est complet » et sa chute est imminente.

C'est ici que débute le gouvernement de Caballero qui se présentera avec « un programme Constitutionnel » et qui « donnera pour tâche de réaliser le commandement unique pour mener la guerre « Hasta el fin ». Badajoz, Irun, seront vite oubliés et lorsque les nationalistes basques remettront Saint-Sébastien aux armées de Franco, l'on constituera un département basque du gouvernement Caballero qui élaborera un statut juridique pour l'Etat libre des pays basques.

Caballero, qui avait tenté d'entraîner la C. N. T. dans son ministère, se contenta du soutien technique de cette dernière et passera à l'organisation de la défaite de Tolède et de la chute de Madrid.

Avant cela, le Poum avait salué (« Batalla » du 11 septembre) le cabinet de Caballero comme un gouvernement progressif par rapport à Giral, mais avait déclaré que, pour être vraiment un gouvernement ouvrier, il aurait dû incorporer tous les partis prolétariens et, en premier lieu, la C.N.T. et la F.A.I. (vraisemblablement aussi le Poum). Pour ces raisons, il maintenait son mot d'ordre d'un gouvernement ouvrier appuyé sur une Assemblée Constituante d'ouvriers et de soldats. « Mundo Obrero », l'organe des centristes madrilènes, qui aura plusieurs ministres dans le gouvernement, lancera l'appel : « tout pour le gouvernement et par le gouvernement ».

Le 12, l'on sera « devant les premières maisons de Huesca ».

Mais, le 13, l'on n'aura pas pris Huesca et il faudra essayer de normaliser la vie de la Catalogne en prévision d'une longue guerre. La C. N. T. s'adressera aux paysans pour leur affirmer qu'elle ne voulait collectiviser que les grands domaines, alors qu'elle respectait la petite propriété : « au travail, paysans », tel sera le mot d'ordre. Le Poum exprimera publiquement son accord et continuera à se traîner lamentablement derrière la C. N. T., à laquelle il jettera régulièrement des fleurs, d'ailleurs méprisées publiquement par cette dernière.

Le 20, de Madrid, partira une campa-

gne en faveur du rétablissement d'une armée régulière. Ce sont les socialo-centristes qui l'entameront. Le Poum acceptera le principe... d'une armée rouge. La C.N.T. se taira dédaigneusement et passera à l'organisation du plenum national de ses régionales à Madrid.

Les décisions de ce dernier seront les suivantes : entamer une campagne pour obtenir la création d'un Conseil National de Défense, appuyé sur des Conseils régionaux, qui auront à mener la lutte contre le fascisme et la lutte pour la construction des nouvelles bases de l'économie. La composition du Conseil National de Madrid devrait être : cinq représentants de la C.N.T., cinq de l'U.G.T., quatre des partis républicains. La présidence du Conseil reviendrait à Largo Caballero, alors qu'Azana resterait à la tête de la République. Son programme comporterait la suppression du volontariat, le commandement unique, etc...

Immédiatement, autour de ces propositions se déclenchèrent de vives polémiques. Mais deux faits essentiels étaient acquis : les anarchistes entreraient dans les ministères à la condition d'en changer les noms : ce qui n'est pas très difficile, dira « Claridad », l'organe de Caballero. Enfin, ils acceptent le principe de la militarisation, eux qui recommandaient le 2 août aux ouvriers de Barcelone de se refuser à faire les soldats, sinon les miliciens du peuple.

Entretemps, la situation militaire s'aggrave. Tolède va tomber et l'on est toujours « dans les premières rues de Huesca ». La menace sur Madrid se précise.

Le 26 septembre s'ouvre la crise du gouvernement de la Généralité. Le lendemain se constitue le nouveau gouvernement où participent la C.N.T., le Poum et les socialo-centristes. Le programme de ce « gouvernement ouvrier », où les partis de la gauche bourgeoise participent comme expression de la « petite bourgeoisie », comporte le commandement unique, la discipline, la suppression du volontariat, etc...

Quelques jours après, Monsieur Caballero estime le moment venu pour lancer son fameux décret sur la militarisation des milices et l'application du code militaire dans cette nouvelle armée régulière. A Madrid, le décret sera appliqué à partir du 10 octobre ; dans les régions de la périphérie, où il faudra manœuvrer plus

longtemps parmi le prolétariat, c'est seulement le 20 qu'on l'appliquera. La constitution du nouveau Conseil de la Généralité, le décret de Caballero, arriveront à point pour empêcher le prolétaire de se poser le problème : que s'est-il passé à Tolède ? Pourquoi sommes-nous toujours dans « les premiers jours de Huesca » ? Pourquoi Oviedo, qui allait être prise par les mineurs, peut-elle être délogée facilement par les secours fascistes ? Pourquoi et pour qui nous faisons-nous massacrer ? Les Caballero, les Companys, les Sandino, les Villalba, le grand Etat-Major républicain, auquel se sont joints les Grossi, les Duruti, les Ascasso, ne sont-ils pas les mêmes qu'en 1931, 1932, 1934, lorsqu'ils ont fait avec nos cadavres un tapis pour l'avènement des droites. Pouvons-nous, avec des traîtres à la direction des opérations militaires, connaître autre chose que des défaites et des massacres ?

Les ouvriers n'ont pas le temps de se poser ces problèmes qui signifieraient l'abandon des fronts territoriaux et le déchaînement de la lutte armée autant contre Caballero que contre Franco. Les prolétaires n'ont pas le temps d'entrevoir ce chemin qui, pourtant, était le seul où ils auraient rencontré une possibilité d'en finir avec le fascisme, car ils en auraient fini avec le capitalisme. Le nouveau Conseil de la Généralité les happe en Catalogne ; le décret sur la militarisation de Madrid intervient pour les autres régions avec la menace de sanctions graves.

Les événements vont se poursuivre maintenant avec rapidité. En Catalogne, un simple décret dissout le Comité Central antifasciste (qui conservait un aspect « révolutionnaire » aux manœuvres du capitalisme), car, dira Garcia Oliver, délégué de la C.N.T., nous sommes tous représentés au Conseil de la Généralité. Tous les Comités antifascistes seront dissous et remplacés par les « ayuntamientos » (les municipalités traditionnelles). Plus aucune institution du 19 juillet ne survivra et un second décret précisera que toute tentative de reconstituer des organismes en marge des municipalités sera considérée comme acte factieux.

Le 14 octobre, paraîtront les « Consignes syndicales » de la C.N.T. ; le décret de militarisation et de mobilisation pour la Catalogne. Le même jour, le navire soviétique, « Zanianine », fera escale dans